## CHRONIQUE

## **Immigration**

## L'Europe doit retrouver la voie de la raison



Michel Fourriques est professeur de fiscalité internationale. Il est aussi directeur scientifique du mastère spécialisé "Ingénierie patrimoniale du dirigeant" et conseiller scientifique de l'option "Management financier et organisationnel" pour Euromed Management (Ph. privée)

ON assiste en Europe à une montée du populisme nourrie, entre autres, par des discours sur «l'invasion», sur «l'épouvantail de flux migratoires incontrôlables» des étrangers et notamment des Arabes suite au «printemps arabe»(1). Partout les partis de droite font campagne sur la xénophobie, invoquent l'échec du multiculturalisme et celui de l'intégration, stigmatisent «les ennemis de l'intérieur».

En effet, la misère humaine accoste de façon massive dans des camps de réfugiés<sup>(2)</sup> tels que celui de Lampedusa en Italie (depuis la mi-janvier, on estime que cette île aura accueilli près de 10.000 déracinés), et cette dernière décrète «l'état d'urgence humanitaire» face à ces «harragas». La France, pays xénophobe selon l'anthropologue français Marcel Detienne<sup>(3)</sup>, a demandé la révision des accords de Schengen.

Mais la réalité doit être plus forte que les fantasmes. En effet, selon une enquête publiée le 26 avril dernier par le quotidien français «Les Echos», il s'avère:

- Qu'il entre moins d'immigrés aujourd'hui en France qu'au début du XXe siècle. Dans les années 1920, la moyenne annuelle des arrivées était de 300.000 étrangers contre 200.000 aujourd'hui.

- Les immigrés ne pèsent pas sur les comptes sociaux. S'ils sont plus nombreux à être bénéficiaires du RMI et des allocations chômage, une population plus jeune que celle des Français de souche coûte moins chère en matière de santé et

l'emploi des Français. On constate même que c'est le contraire car seule l'immigration est en mesure de répondre à la pénurie de main-d'œuvre touchant certains secteurs de l'économie en acceptant des travaux que les chômeurs français n'acceptent pas. C'est pourquoi le patronat français est en désaccord avec la volonté du ministre de l'Intérieur de vouloir ré-

mocratie chez nos voisins du Sud et sur- comme une chance et non comme une tout à sa stabilisation. N'oublions jamais que la démocratie est fragile.

En France, la Révolution de 1789 a dégénéré en Terreur suivie du Thermidor et de l'Empire dont la chute a provoqué l'instauration de la royauté. Il a fallu attendre la fin du XIXe siècle pour que s'instaure la IIIe République.

D'une manière plus générale, les mi-

menace générant un repli sur soi et donc politiques de contrôle, de répression. Les étrangers sans-papiers, les «sans-Etat», selon l'expression de la philosophe Hanna Arendt, ne doivent pas être les nouveaux parias de l'humanité n'ayant aucuns droits. Cependant, pour que les Etats d'accueil n'aient pas peur de perdre leur identité et pour que leur modèle d'in-

Par Michel FOURRIQUES



La misère humaine accoste de façon massive dans des camps de réfugiés tels que celui (sur la photo) de Lampedusa en Italie (depuis la mi-janvier, on estime que cette île aura accueilli près de 10.000 déracinés), et l'Italie décrète «l'état d'urgence humanitaire» face à ces «harragas» (Ph. AFP)

Les pays européens, aux motifs du rempart contre l'islamisme et de l'endiguement des flux migratoires, ont maintenu en place des régimes autoritaires et corrompus sur la rive sud de la Méditerranée. Ces pays coupablement silencieux au début des révolutions arabes ne doivent pas être frileux face à cette immigration massive post-révolutions arabes et doivent redevenir généreux et accueillants envers ses voisins méditer-

Face à ceux qui parlent «d'invasion», rappelons que l'avènement de la démocratie provoque, normalement, le retour des exilés. C'est ce que l'on a constaté en Europe aux lendemains des révolutions portugaise, grecque et espagnol. En effet, beaucoup d'exilés veulent participer à la reconstruction de leur pays. C'est ce que l'on a déjà examiné lors de l'éclatement de l'URSS. L'Europe doit donc beaucoup - Le travailleur étranger ne vole pas plus contribuer à l'instauration de la dégrations internationales se sont rapidement mondialisées<sup>(4)</sup>. Il y a eu 200 millions de migrants dans le monde, contre quelque 120 millions en 1995 et 77 millions en 1965, soit une multiplication par 2,5 en quarante ans. Le nombre de migrants progresse de 3% chaque année alors que la population mondiale, elle, augmente de 1,2% par an.

Les facteurs explicatifs sont:

- Les écarts de richesse entre le Nord et le Sud et donc la recherche de l'amélioration des conditions de vie,
  - Les déséquilibres démographiques,
- L'information et notamment inter-
  - Les crises politiques...

Ces migrations, qui ne vont pas diminuer, bien au contraire, plutôt que d'engendrer un rejet de l'étranger, doivent nous inciter à définir de nouvelles modalités du «vivre ensemble» à l'intérieur d'un Etat. Elles doivent être considérées

tégration ne soit pas remis en question, il faut un minimum de régulation des flux migratoires «... au sein d'ensemble de pays qui partagent une relation de dépendance migratoire... » (ex.: le nord et le sud de la Méditerranée)(5).□

(1) V., de l'historien des idées français, Tzvetan Todorov, La Peur des barbares, au-delà du choc des civilisations, Livre de poche, 2009.

- (2) L'anthropologue français, Michel Agier, parle «d'encampement du monde». V., Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire, Flammarion, 2003; Le couloir des exilés, être étranger dans un monde commun, Croquant, 2011.
- (3) V., Comment être autochtone: du pur Athénien au Français raciné, Seuil 2003.
- (4) La question migratoire au XXIe siècle, Les Presses de Sciences Po, Catherine Whitol de Wenden.
- (5) V., Pour une gouvernance véritable des migrations, Le Monde, 24 mars 2011, p. 19, H. Védrine, ancien ministre français des Affaires